

LE POINT DE VUE DE  
**JEAN-PIERRE RAFFARIN**

## Pour un programme euro-chinois

Toutes les semaines, des informations en provenance de Chine nous interpellent : certains expriment leurs craintes, d'autres réaffirment leur amitié. Dernièrement, nous apprenions, sous toute réserve, que l'américain Westinghouse aurait accepté de livrer toute sa technologie à la Chine pour son parc de centrales nucléaires de troisième génération alors que le français Areva s'y était refusé. Le grand réveil chinois s'accompagne d'une volonté d'autonomie technologique chaque jour plus affirmée.



**Après « Erasmus », c'est un véritable programme « Confucius » qu'il faut lancer.**

l'alliance de la Chine et de l'Inde crée un marché unique asiatique durable ; la grande alliance financière entre la Chine et les Etats-Unis est, elle aussi, durable. La Chine est donc à la fois éveillée et protégée. Pour le monde, les conséquences sont lourdes : compression du coût du travail à l'échelle mondiale, nouveaux marchés, transformation de tous les marchés de matières premières, bouleversements géopolitiques fondamentaux...

C'est Wen Jiabao, Premier ministre chinois, qui déclarait récemment en France à l'Ecole polytechnique : « La clef de la coexistence et de l'évolution durable des différentes civilisations réside au fond dans la "concorde", le "he", ce qui signifie : la paix entre les Etats, l'entente homme-homme et l'harmonie

homme-nature. » Comment construire « cette concorde » avec la Chine, son développement économique, ses ambitions politiques ? C'est un pari, le pari de l'« émergence pacifique de la Chine », comme le disent les stratèges chinois. La question se pose mais le pari ressemble à celui de Pascal. Quel serait l'intérêt de la France de participer à l'autre émergence, celle du nationalisme ?

Notre politique chinoise ne peut pas être manichéenne : nous devons lui tendre la main pour exiger beaucoup d'elle en même temps, nous devons être forts parce qu'il n'y a pas d'équilibre sans force.

Et la meilleure manière d'être forts pour l'Europe, c'est d'être unis.

Aujourd'hui, l'Europe est en panne. Les citoyens français et néerlandais, parce qu'ils ont été interrogés, et beaucoup d'autres qui s'expriment à travers les sondages, ont rejeté une méthode européenne qu'ils trouvent trop bureaucratique, trop lointaine et finalement trop mécanique. L'Europe a besoin de projets opérationnels pour relancer son espérance.

La relation euro-chinoise peut devenir un horizon concret pour l'Europe : loin de l'Europe des structures, l'Europe peut construire une « stratégie chinoise », économique et géopolitique, qui serait un vrai projet commun, réfléchi et coordonné par la Commission et les pays membres.

Après « Erasmus », c'est un véritable programme « Confucius » qu'il faut lancer :

- D'abord, nous devons nous

rassembler autour d'une plateforme de valeurs et d'exigences vis-à-vis de la relation avec la Chine de manière à éviter en Europe la course au moins-disant démocratique.

- Ensuite, nous devons partager notre analyse stratégique de l'évolution de la Chine. Une analyse européenne sur la Chine en 2020 devrait être engagée sur le modèle de celui engagé en France.

- Nous devons inciter également les entreprises européennes à unir leurs forces sur les marchés asiatiques. Il est absurde de se faire concurrence avec les mêmes produits.

- Enfin, nous devons construire avec la Chine une vraie stratégie d'alliance sur les thèmes sur lesquels nous sommes d'accord. Le soutien apporté par la Chine au projet européen de « l'énergie de la fusion », Iter, montre qu'une dynamique sino-européenne des grands projets est possible.

L'Europe prenant l'initiative d'un grand programme « sino-européen » retrouverait son rôle d'accompagnateur pour l'avenir de ses peuples. Il faut prendre conscience des véritables rapports de force face à la Chine : elle a autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle. Elle sait construire des alliances qui lui sont favorables. La Chine est tous les jours davantage au cœur de l'économie-monde, nous devons éviter d'opposer les victoires des uns aux défaites des autres et rechercher les réussites communes.

**JEAN-PIERRE RAFFARIN est ancien Premier ministre, sénateur.**

LA CHRONIQUE DE  
**LAURENT COHEN-TANUGI**

## Les quatre priorités de 2007

Accentuant encore l'atmosphère de fin de règne dans laquelle baigne la France depuis l'échec du référendum européen, la crise du CPE a ouvert de facto la campagne pour l'élection présidentielle de 2007. On entend naturellement par là, non pas la confrontation des ambitions personnelles - c'est chose faite depuis longtemps -, mais la nécessité d'inscrire cette échéance dans une direction politique claire pour le redressement du pays.



**Ces priorités ne sont ni de droite ni de gauche, mais d'intérêt national.**

Car la situation économique et financière, politique et sociale, et l'état de crise morale que nous connaissons ne sauraient s'accommoder plus longtemps des accidents et des faux-semblants (de l'alternance surprise de 1997 au vote contraint de 2002) qui ont marqué les derniers grands rendez-vous électoraux. Les électeurs devront se prononcer sur des choix politiques dûment réfléchis et assumés, et non réagir à des gimmicks médiatiques bien souvent destinés à masquer l'absence de projet, ou à des peurs porteuses d'immobilisme.

Ces choix de fond découlent directement de l'analyse que l'on peut faire des principaux défis qui se posent à la France dans le moyen et le long termes et qui, dans l'environnement mondialisé qui est le nôtre, ne dissocient plus l'intérieur de l'extérieur.

La France doit tout d'abord restaurer son rang dans l'Union européenne après le débâcle référendaire et la série noire de crises politiques et sociales qui l'ont précédée et suivie. Il en va de notre influence dans le monde, mais aussi de l'avenir de la construction européenne elle-même, aujourd'hui bien mal en point. Les candidats à la magistrature suprême se départageront sur la clarté et le volontarisme de leur engagement sur ce double terrain, qui font défaut depuis la fin des années Mitterrand. Commençons par déclarer l'Europe cause d'intérêt national et par restaurer les prérogatives légitimes du Parlement en matière de ratification des traités communautaires.

La deuxième priorité concerne l'avenir de notre compétitivité dans une économie mondialisée, c'est-à-dire la remise à niveau de nos institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Excessive, voire mal inspirée à l'encontre du CPE, la révolte de la jeunesse se justifie beaucoup plus eu égard à la paupérisation et à la marginalisation croissantes de nos systèmes d'enseignement et de recherche et leurs conséquences sur la crois-

sance et l'emploi. Face à la montée en puissance des pays émergents, la France et l'Europe ne pourront rester compétitives que dans les secteurs à forte valeur ajoutée intellectuelle : c'est le sens de l'agenda européen de Lisbonne, récemment réactualisé compte tenu de ses décevants résultats. La détermination à réorienter massivement les ressources publiques et privées vers l'économie de la connaissance est ainsi le deuxième enjeu majeur de 2007.

Le troisième défi concerne l'intégration économique et le désenclavement social et culturel des composantes de la société française issues de l'immigration. Comme le référendum l'a fait pour le « modèle social européen », la crise des banlieues de l'automne 2005 a confirmé l'obsolescence du modèle français d'intégration. Bombe à retardement si rien n'est fait, ou au contraire facteur d'adaptation de la société et de l'économie françaises à la mondialisation dans un scénario favorable, l'intégration des jeunes issus de l'immigration dans le strict respect des lois et valeurs de la République doit faire l'objet de propositions innovantes et réalistes de la part des candidats.

Enfin, le quatrième chantier consiste à « remettre la France au travail », objectif qui englobe aussi bien la remise à niveau de la durée hebdomadaire du travail que la réduction du chômage officiel ou déguisé, notamment celui des jeunes, et l'allongement progressif de la durée de la vie active. Au-delà de sa dimension sociale, le déficit global d'heures travaillées est un facteur indiscutable de l'atonie de la croissance française. Y remédier suppose naturellement une évolution des mentalités collectives tant à l'égard de la valeur « travail » elle-même que de ses modalités d'exercice.

Ces priorités ne sont ni de droite ni de gauche, mais d'intérêt national. La gauche et la droite pourront se différencier sur la manière de les traiter, mais elles se distingueront d'abord, au meilleur sens du terme, par la reconnaissance du caractère prioritaire de ces enjeux et par l'engagement public de s'y attaquer, assorti de propositions crédibles.

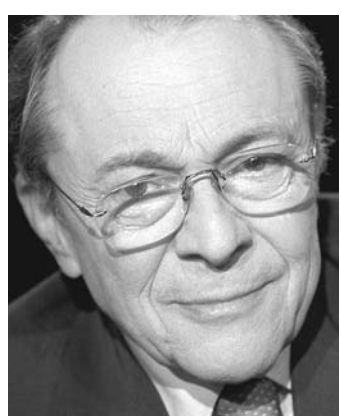
Les réformes concernées requièrent créativité et courage politique. Il n'est pas trop tôt pour s'y préparer et y préparer le pays, de manière aussi consensuelle que possible.

**LAURENT COHEN-TANUGI est avocat et essayiste**

LE POINT DE VUE DE  
**MICHEL ROCARD**

## Le coût de l'eau

Qu'y a-t-il de plus vital pour l'espèce humaine, et même pour la vie en général, que l'eau ? La nature en est riche, et l'humanité aura vécu largement plus de dix millénaires sans se poser de problèmes à son égard. On puise, on use, on jette et on renvoie le plus souvent dans les rivières ou à la mer. Or nous pourrions bien finir par en manquer. Je ne parle ici bien sûr que de l'eau non salée, c'est-à-dire de 3 % de toute l'eau qu'il y a sur la planète. Quand on voit les combats que les hommes sont capables de se livrer sur le pétrole, on devine que le manque d'eau pourrait bien avoir les conséquences les plus dramatiques.



**Il n'y a de gestion efficace possible que locale, ce que peu d'Etats sont prêts à accepter.**

Les ressources en eau sont inégalement réparties, par rapport à la population humaine. Si l'Amérique latine semble assez bien pourvue pour longtemps, il n'en est pas de même ailleurs. L'Europe arrive à une situation limite, et l'insuffisance est déjà grande dans toute l'Afrique, et en Asie centrale comme en Chine. Depuis 20 ou 30 ans à peine, l'humanité commence à en prendre conscience. Ainsi s'est réuni du 16 au 20 mars à Mexico le 4<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau. Ce n'est hélas pas encore une assemblée officielle, aucune décision ne peut s'y prendre. Mais c'est tout de même une assemblée - une dizaine de milliers de personnes - où l'on réfléchit et confronte beaucoup, ce qui a au moins l'énorme avantage de faire avancer la conscience de l'opinion et la réflexion des pouvoirs publics.

Tous les acteurs de l'eau s'y retrouvent et c'est essentiel : pouvoirs publics nationaux, collectivités lo-

cales, entreprises privées, ONG de toutes natures et diverses organisations internationales. Avec une telle participation, et même si elles ne sont pas officielles, les recommandations d'un tel forum prennent de l'importance. Or la bonne gestion de l'eau est une affaire très difficile et l'expérience y compte beaucoup. Il n'y a de gestion efficace possible que locale, ce que peu d'Etats sont prêts à accepter, même si les règles doivent être à l'évidence nationales. L'interférence est constante, et obligée, entre le public et le privé. Il faut dans ce domaine un dosage subtil entre la loi et le contrat. Toutes les cultures juridiques ne s'y prêtent pas également.

Ce sont principalement les hommes qui décident, et principalement les femmes qui utilisent

l'eau. De culturel, le conflit devient économique et technique. Enfin, l'interlocuteur principal de l'Etat dans chaque pays est moins l'usager, rarement et mal représenté, que la société civile, seule représentante de la demande non satisfaite. Bien peu d'Etats sont capables de nouer un dialogue fertile avec leur société civile.

Cette inévitable multiplicité d'interlocuteurs entraîne naturellement une grande multiplicité de systèmes. Ils sont très inégalement efficaces.

Les forums de l'eau sont pour cette raison des lieux de confrontation des bonnes pratiques en même temps que des lieux d'élaboration de concepts utiles. C'est ainsi que le mythe d'une gratuité possible de l'eau a trouvé sa fin. L'eau a un coût, qu'il faut bien que quelqu'un paye. Ce ne peut être que le contribuable ou l'usager. Un partage peut être envisagé bien sûr, mais pas la disparition de coût.

Le forum avait deux thèmes principaux de réflexion. Le premier était le « droit à l'eau ». L'urgence des besoins, le fait qu'un milliard d'individus n'aient pas accès à une eau potable et deux milliards pas d'accès à l'assainissement, le nombre immense des maladies qui découlent de ces situations conduisent à l'affirmation d'un tel droit fondamental. Un accord assez large s'est fait au forum sur le fait qu'un tel droit n'a aucun sens si sa formulation n'est pas associée à la définition du débiteur du droit, c'est-à-dire du responsable de sa mise en œuvre. Ce ne peut être que l'Etat. Mais la responsabilité reconnue de l'Etat dans la

mise en œuvre du droit à l'eau ne saurait en faire le payeur exclusif. Il est en charge de mettre en place le système mais l'équilibre de ce système reste à définir. Finalement, ces incertitudes ont conduit à ne pas inclure la reconnaissance du droit de l'eau dans la résolution finale.

Deuxième thème, le rôle des collectivités locales. Il y a eu à Mexico un consensus très large, malgré le centralisme politique et administratif de bien des sociétés représentées, sur le fait qu'il n'y a de système efficace que mis en œuvre et géré localement, aussi près que possible de la ressource et des usagers. Ce point majeur est une vraie avancée.

Naturellement, les conflits entre gouvernements ou autorités locales et entreprises privées sont ressortis. Naturellement, la cruelle insuffisance des moyens a été soulignée. Et naturellement enfin, le développement de nécessaires solidarités entre les nantis et les autres a lui aussi été mis en évidence. Tout cela ne constitue pas des décisions formelles, mais développe une pression de plus en plus précise, techniquement informée et exigeante sur les décideurs. Dans son tâtonnement progressif vers des solutions pertinentes, l'humanité avance plus vite en matière d'eau potable que de résistance au changement climatique.

**MICHEL ROCARD est ancien Premier ministre, membre du Parlement européen.**

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate. [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org)

### FORUM DES LECTEURS

#### Alerte !

Dans une République digne de ce nom, l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers, la politique l'emporte sur l'économie. Il en est malheureusement de moins en moins ainsi en France. De plus en plus, nous nous laissons guider par l'appât du gain et les sirènes de la réussite. La chose publique est désormais rangée au magasin des accessoires, avec d'autres vulnérables vieilleries soi-disant démodées. L'impudence de Jean Lassalle, député, élu de la nation, à faire triompher l'intérêt général, même s'il ne s'agit que d'un mo-

deste lambeau d'intérêt général, contre des intérêts particuliers, indifférents comme à l'ordinaire, illustre bien, trop bien, ce si regrettable état des choses et des esprits. Refusant de se résoudre à une si choquante impudence, il a entrepris, dans le lieu même qui symbolise la prééminence de l'intérêt général et la primauté de la politique, de mettre sa vie en jeu par une grève de la faim. Au terme de trente-neuf jours de combat il est parvenu à obtenir le maintien de l'activité industrielle dans son canton béarnais. Puisse cet acte courageux nous être un salvateur signal d'alarme !

**DENIS MONOD-BROCA, Paris**

**LE PACK**  
**Les Echos** +

le web de l'économie

Toute l'économie des Echos :  
**Journal et Web, pas besoin de choisir**

abonnez-vous sur [www.lesechos.fr/abonnement](http://www.lesechos.fr/abonnement)